



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

répression des manifestations dans la bande de Gaza

Question au Gouvernement n° 855

Texte de la question

## RÉPRESSION DES MANIFESTATIONS DANS LA BANDE DE GAZA

**M. le président.** La parole est à M. Belkhir Belhaddad, pour le groupe La République en marche.

**M. Belkhir Belhaddad.** Ma question s'adresse à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Unilatérale, incompréhensible, irresponsable, contredisant les engagements des États, relevant du diktat, la décision du président Trump de sortir les États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien agit comme une traînée de poudre sur les délicats équilibres au Proche et Moyen-Orient.

La semaine passée, aux frappes sur le plateau du Golan répondaient des tirs de missiles sur des positions iraniennes en Syrie. Hier, l'anniversaire des 70 ans de l'État d'Israël et l'installation de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem s'accompagnaient de tirs meurtriers sur Gaza, provoquant 59 morts et plus de 2 400 blessés. Dans toute la zone, le vocabulaire et les actes guerriers reprennent place. Cet usage disproportionné de la force est condamné par la communauté internationale.

Nous devrions pourtant nous souvenir des conditions d'émergence de Daech, sur les ruines de l'État irakien. Les conséquences désastreuses nous touchent avec force aujourd'hui. Elles ont coûté une vie de plus à Paris, samedi soir, une vie de trop. C'est à juste titre que le président Emmanuel Macron et les principaux leaders européens appellent aujourd'hui à la désescalade.

Face au risque d'enlèvement, seul le dialogue peut faire avancer les choses. L'Union européenne et, singulièrement, la France ont effectivement un rôle historique et capital à jouer. L'heure est venue de prendre nos responsabilités : nos responsabilités quant à la place que pourra occuper l'Union européenne dans cette bataille diplomatique ; nos responsabilités pour que celle-ci affiche son unité face aux dissensions de certains de ses membres ; nos responsabilités pour contester, devant l'OMC – Organisation mondiale du commerce –, l'extraterritorialité des décisions américaines.

**M. Fabien Di Filippo.** Dites quelque chose, monsieur Valls ! Vous ne pouvez pas laisser dire cela !

**M. Belkhir Belhaddad.** Monsieur le ministre, ma question est simple : quelle sera la position portée par la France, dans les jours et semaines à venir, au sein de cette Union européenne dont nous célébrons l'acte fondateur, la semaine passée, pour faire cesser les violences et confirmer le respect de nos positions ?  
*(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

**M. Jean-Yves Le Drian**, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères*. Monsieur le député, la situation au Proche-Orient, vous l'avez dit, est explosive. La violence parle, la guerre pourrait menacer. Nous savions que le mois de mai serait dangereux : il l'est !

La France a exprimé nettement son désaccord avec deux décisions américaines, qu'il s'agisse de la sortie de l'accord nucléaire iranien, dit JCPOA – *Joint Comprehensive Plan of Action* – ou Accord de Vienne, ou de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Nous avons, avec les États-Unis, des désaccords : un désaccord sur le fond, parce que l'accord nucléaire nous préserve en garantissant la non-prolifération, et donc notre sécurité.

**M. Meyer Habib**. C'est faux !

**M. Jean-Yves Le Drian**, *ministre*. Nous avons aussi considéré que, sur le fond, Jérusalem avait vocation à devenir la capitale de deux États,...

**M. Meyer Habib**. Jamais ! Jamais !

**M. Jean-Paul Lecoq**. Voilà l'ambassadeur d'Israël !

**M. Jean-Yves Le Drian**, *ministre*. ...au terme d'un règlement négocié.

Nous avons également un désaccord sur la méthode parce que, dans les deux cas, les États-Unis ont décidé d'agir de manière unilatérale, comme vous l'avez noté.

Nous avons un désaccord sur l'opportunité car le Moyen-Orient est confronté à suffisamment de tensions, au terrorisme, à la multiplication des crises et au blocage du processus de paix. Ajouter une action de ce type à la situation que nous connaissons était vraiment inopportun.

Face à cela, le Président de la République a décidé de prendre toutes les initiatives diplomatiques nécessaires, que ce soit sur la Syrie, en rassemblant les pays qui veulent une issue politique, ou sur le Yémen, avec une conférence humanitaire qui se tiendra dans les jours qui viennent,...

**M. le président**. Merci, monsieur le ministre !

**M. Jean-Yves Le Drian**, *ministre*. ...ou encore sur l'Iran – je me rends tout à l'heure à Bruxelles sur ce sujet –, ou sur Israël, où des négociations se poursuivent en ce moment même. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Belkhir Belhaddad](#)

**Circonscription** : Moselle (1<sup>re</sup> circonscription) - La République en Marche

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 855

**Rubrique** : Politique extérieure

**Ministère interrogé** : Europe et affaires étrangères

**Ministère attributaire** : Europe et affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [16 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 mai 2018](#)